

**Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République
Palais de l'Elysée
55 rue du Faubourg Saint Honoré
75008 PARIS**

N° 039-2021/Pdte
PR-PT/VR

Paris, le 28 juin 2021

Monsieur le Président de la République,

A la suite de notre Assemblée générale du 26 juin 2021, nous exprimons notre très forte consternation à l'issue du vote du 17 juin à l'Assemblée nationale sur la question de la déconjugalisation de l'AAH.

Ce vote porte une atteinte grave à nos droits fondamentaux. Les personnes en situation de handicap vivant en couple ne peuvent pas vivre toute leur vie en totale dépendance financière à l'égard leur conjoint/conjointe, concubin/concubine ou pacsé.

Depuis plusieurs mois, de nombreuses personnes ont témoigné de l'indignité humaine de leur situation.

En outre, votre gouvernement n'a pas permis aux députés de défendre leurs amendements, ce qui est un déni de démocratie et cela, d'autant plus que de nombreux parlementaires avaient rencontré des personnes directement concernées.

Monsieur le Président de la République, avec nos adhérents, nous tenons à vous faire part de notre détermination pour que les ressources du conjoint/de la conjointe ne soient plus prises en compte dans le calcul de l'AAH.

C'est pour cela que nous venons de décider d'organiser une journée nationale de mobilisation le 16 septembre prochain avec des rassemblements dans toute la France.

Lors de votre allocution à la Conférence nationale du handicap le 11 février 2019, vous aviez fixé un objectif : « permettre à chacune et chacun de vivre une vie digne, une vie libre » ; « continuer à aller sur le chemin de l'allocation digne pour toutes les personnes en situation de handicap » ; « l'ouverture des nouveaux droits pour les personnes en situation de handicap : le droit de se marier, de se pacser, de divorcer ».



Nous vous prenons encore au mot.

Si vous êtes à l'écoute des Françaises et des Français, si vous considérez que les personnes en situation de handicap sont des citoyennes à part entière, vous saurez entendre notre voix et agir dans le sens de la justice sociale pour toutes et tous.

Nous comptons sur vous.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président de la République, en notre très haute considération.

Au nom des adhérents d'APF France handicap,

Pascale RIBES,
Présidente